

La Tchécoslovaquie à la veille du traité de Munich : la situation intérieure

Monsieur Antonin Snejdarek

Citer ce document / Cite this document :

Snejdarek Antonin. La Tchécoslovaquie à la veille du traité de Munich : la situation intérieure. In: Revue des études slaves, tome 52, fascicule 1-2, 1979. Munich 1938 : mythes et réalités. pp. 141-152;

doi : <https://doi.org/10.3406/slave.1979.5062>

https://www.persee.fr/doc/slave_0080-2557_1979_num_52_1_5062

Fichier pdf généré le 03/04/2018

Antonin SNEJDAREK

Professeur associé à l'Université de Paris I – Panthéon - Sorbonne

LA TCHÉCOSLOVAQUIE A LA VEILLE DU TRAITÉ DE MUNICH : LA SITUATION INTÉRIEURE

La formation des partis.

La Tchécoslovaquie d'alors est l'héritière d'un système politique de partis nés pour la plupart déjà sous l'Empire austro-hongrois. Ce système se caractérise par trois éléments importants :

1) le caractère social de ces partis, qui correspondent à la division de la population en classes diverses.

2) le caractère multinational de l'Empire, qui sera aussi celui de la Tchécoslovaquie : il en résulte que la vie politique ne s'organise pas sur les bases de l'État dans son ensemble, mais sur des bases nationales.

3) de fortes divergences régionales, ainsi entre les pays tchèques et la Slovaquie¹

1. Le problème de la constitution de la vie politique en Bohême a été étudié par les historiens tchèques dès le XIX^e siècle. Le travail de Zdeněk Tobolka, *Počátky konstitučního života v Čechách* (Les débuts de la vie constitutionnelle en Bohême), paraît en 1898, en même temps que celui de J. J. Toužimský, *Na úsvitu nové doby* (A l'aube des temps nouveaux), Prague, 1899, qui est accompagné d'une riche documentation.

Les travaux sur les programmes politiques sont poursuivis au commencement du XX^e siècle, à la suite du travail fondamental de T. G. Masaryk, *Česká otázka* (La question tchèque) Prague, 1895, puis après la guerre avec K. Kazbunda, F. Roubík, V. Čejchan. Les analyses biographiques de T. G. Masaryk, J. Pekař, H. Traub, E. Chalupný, etc. abordent les pensées politiques des leaders tchèques du XIX^e siècle, tandis que les tendances radicales sont étudiées dans l'ouvrage fondamental de K. Kosík, *Česká radikální demokracie* (La démocratie radicale tchèque), Prague, 1958.

En ce qui concerne le développement de la vie politique slovaque, les travaux analytiques paraissent beaucoup plus tard, souvent seulement après 1945. Il y a quelques exceptions comme la brochure de K. Kálal, *Slovenská revolucia* (La révolution slovaque), 1914, et la monographie d'Ervín Szabó, *Társadalmi és patkarok 1848-1849 magyar tkoradakomban* (Les luttes sociales et de classe dans la révolution hongroise, 1848-1849), 1919.

Entre les deux guerres le plus important des travaux historiques slovaques consacré à la question est celui de D. Rapant, *Slovenské povstanie 1848-1849* (Le soulèvement slovaque 1848-1849), Turč. sv. Martin, 1937.

Přehled československých dějin (Aperçu de l'histoire tchécoslovaque), t. III, Prague, 1960, est une synthèse des travaux consacrés à ces questions mais il faut aussi mentionner le grand ouvrage de F. Peroutka, *Budování státu* (La construction de l'État), Prague, 1933 et sq.

Les travaux postérieurs à 1948 portent évidemment le caractère de l'époque et de ses changements.

La vie politique en Bohême et en Moravie a commencé après la constitution de la société moderne, composée surtout de la bourgeoisie nouvelle et du prolétariat : on peut en situer les débuts dans les années 60 et 70 du XIX^e siècle, alors que sont organisés de vastes rassemblements populaires, dans une atmosphère politique qui va marquer toute la population tchèque de Bohême ; on exalte en particulier la période hussite, qui est considérée comme la plus glorieuse de l'histoire nationale, et on demande l'indépendance tchèque au sein de l'Empire, en plus de revendications sociales plus ou moins radicales. Se dégage également de ces réunions un sentiment pro-slave, diffus dans son expression, mais néanmoins très fort, qui va imprégner de panslavisme la politique tchèque.

C'est dans cette atmosphère que naissent les partis tchèques, y compris le parti social-démocrate, qui se sépare de la social-démocratie autrichienne en prenant le nom de « tchéco-slave » : elle veut exprimer par là qu'elle est le parti des populations slaves de Bohême et de Moravie.

La vie politique en Slovaquie se développe beaucoup plus lentement et avec un grand retard. Alors que les partis se forment dans les pays tchèques, en Slovaquie, on ne compte que des organisations culturelles ; les premières écoles secondaires sont à la base de ce développement, qui prend un aspect de plus en plus politique. C'est la loi de la Diète hongroise sur les nationalités (1868) qui met en mouvement la vie politique slovaque : une tendance recherche alors un compromis avec les Hongrois, une autre s'oppose à une telle solution et commence une lutte nationale ouverte.

Les débuts de la lutte politique commencent donc beaucoup plus tard qu'en Bohême et celle-ci n'aura jamais le caractère massif qu'elle aura chez sa voisine occidentale. Contrairement au mouvement socialiste de Bohême, le mouvement socialiste en Slovaquie s'est développé sous l'influence directe du mouvement ouvrier hongrois : la Slovaquie n'était pas suffisamment industrialisée et les organisations ouvrières étaient communes avec les Hongrois, surtout à Budapest et dans les régions mixtes où l'influence hongroise était prédominante.

Ces caractéristiques ont eu une certaine permanence et ont empêché le mouvement socialiste slovaque de prendre des dimensions très importantes, comparables à celles du mouvement ouvrier tchèque.

Un autre facteur distingue la Slovaquie de la Bohême : il s'agit de la division et en même temps d'une certaine coopération des éléments catholiques et protestants.

Si les éléments protestants, qui, à juste titre, se réclament également de l'héritage du mouvement hussite, s'orientent vers une coopération très étroite avec les Tchèques, le mouvement catholique est en ce domaine partiellement réticent.

Plus tard, dans la première République, cette opposition créera des problèmes et débouchera même sur une crise.

Les minorités nationales ont subi l'évolution de leurs compatriotes dans le reste de l'Empire austro-hongrois ; c'est vrai surtout pour les Hongrois et les Allemands : même formation, mêmes idées, par exemple pour les Allemands de Bohême et d'Autriche. Seule différence notable : la composition sociale, puisque la proportion d'ouvriers en Bohême est plus élevée qu'en Autriche, à l'exception, bien sûr, de Vienne.

La composition de la Tchécoslovaquie au moment de sa création en 1918 recèle un certain équilibre entre les éléments agraires et industriels, équilibre qui ne subira pas de profond changement jusqu'au moment de Munich.

La part de la population employée dans l'agriculture représente en 1921, 35,5% ; dans l'industrie, 38,8% ; dans le commerce, 5,8% ; dans les transports,

4,9 %. Les employés de l'État représentent environ 4 % de la population totale.

Les structures, les tendances idéologiques sont restées dans leurs grandes lignes à peu près les mêmes sous la première République que dans l'Autriche-Hongrie¹. L'importance numérique et politique des partis n'a pas non plus beaucoup changé. Une exception importante cependant : le parti social-démocrate perd sa position dominante en 1921 après la division entre la droite et la gauche du parti et la création du parti communiste.

Au commencement de la République tchécoslovaque, le parti social-démocrate est le plus important. Depuis les débuts de la République, la droite du parti participe au gouvernement et elle est un des piliers du nouvel État. La gauche s'oriente vers les thèses de la III^e Internationale, qu'elle accepte et finalement en 1921, après une grande crise, crée le parti communiste de Tchécoslovaquie. Contrairement à tous les autres partis de Tchécoslovaquie, il n'a pas de caractère national, mais il groupe les adhérents de différentes nationalités qui vivent dans la République.

Les structures de la social-démocratie lui font perdre sa première place. Elle devient après 1921 le second parti, puis le troisième, car le parti communiste la devance : plus tard, celui-ci passera à la quatrième place, tout en restant toujours un puissant parti avec plus de 10 % des suffrages exprimés au cours des différentes élections.

Le second parti de la République — qui deviendra peu après le premier — est le parti agrarien ou parti républicain.

Il fusionne avec le parti paysan slovaque en 1920, présidé par Milan Hodža (qui sera président du Conseil au moment de Munich), mais le parti agrarien de Slovaquie conservera une certaine indépendance. En 1935, les éléments slovaques républicains ne jouent pas un rôle dominant. Le leader incontesté du parti au cours des années 20 est Antonín Švehla, président du Conseil d'alors, respecté par Masaryk et Beneš. Les responsables du parti sont des propriétaires terriens ou de petits capitalistes de Bohême et de Moravie. Certains parmi eux ont des intérêts dans l'activité bancaire et financière de l'industrie alimentaire, chimique, etc.

Le parti populiste tchécoslovaque est lié aux intérêts des chrétiens. Il est dirigé par un homme qui sera l'un des principaux hommes politiques de Tchécoslovaquie jusqu'en 1948, un prélat, Mgr Šrámek ; il deviendra président du Conseil du gouvernement tchécoslovaque en exil à Londres. Ce parti est le résultat de la fusion de trois partis catholiques qui existaient déjà sous l'Empire des Habsbourg. Il refuse d'être considéré comme un parti de droite et il se présente comme un parti du centre, qui coopère avec les différents gouvernements de la République et avec le parti socialiste.

Un autre parti important est le parti socialiste-national. Il a développé son activité bien avant la Première Guerre mondiale et a pris son visage définitif en 1918 après la fusion avec les forces d'extrême-gauche, notamment anarchistes, qui représentaient des groupuscules d'intellectuels. C'est un parti relativement radical, mais cet aspect s'estompe alors qu'il devient un des principaux piliers du régime. Edvard

1. Les partis politiques sont extrêmement structurés, avec leur secrétariat et des cellules implantées dans tout le pays. Ils sont généralement très disciplinés et les élus sont obligés de respecter très strictement les décisions de leur direction. Même l'activité du gouvernement est dirigée par l'accord réalisé entre les états-majors des partis ; les principaux partis représentés au gouvernement forment longtemps le « club des cinq » (Pětka) qui prend les décisions avant les délibérations du Conseil des ministres. Mais très souvent, et notamment en 1938, les décisions de politique étrangère ne sont pas soumises à ce « club ».

Beneš, le ministre des Affaires étrangères, en est un des membres les plus éminents.

La droite proprement dite était représentée surtout par le parti national-démocrate. Ce parti a été créé en février 1918 par la fusion de différents groupes politiques. Le parti groupait surtout les personnages importants de la vie économique du pays, tels Alois Rašín, premier ministre des Finances de la Tchécoslovaquie, Jaroslav Preiss, président de la *Živnostenská banka* (Banque de l'artisanat), première banque tchèque. Et à la tête du parti se trouvait un homme qui incarnait le conservatisme tchèque, Karel Kramář : il avait été condamné à mort pendant la guerre par les autorités autrichiennes, puis grâcié ; depuis des années, il prêchait une politique russophile et demandait la création d'un royaume de Bohême ou de Tchécoslovaquie dont le trône serait occupé par un membre important de la famille tsariste.

En dehors de ces grands partis, il faut noter certains petits partis : ainsi le parti des petits commerçants, qui participa à plusieurs reprises au gouvernement et y détint le ministère du Commerce. Ce parti était d'ailleurs étroitement lié avec le parti républicain et son poids augmentait dans les structures politiques du pays.

Contrairement à ceux de la Bohême, les partis slovaques se sont constitués après 1918 ou alors en 1918 à la fin de la guerre.

Le parti populiste slovaque est un parti catholique : il y a eu une tendance à une fusion avec son homologue tchèque, mais la coopération s'est révélée difficile et il y eut même une nette opposition entre les deux.

Nous avons déjà vu les caractéristiques du parti paysan slovaque.

Le troisième parti important était la social-démocratie, créée le 25 décembre 1918 et dominée par des éléments nationalistes vivement opposés aux Hongrois : ainsi un des principaux dirigeants socialistes slovaque, Ivan Dérer, peut être considéré comme un vrai Tchécoslovaque, défenseur sincère de l'État et de son indépendance, mais en même temps partisan farouche du *statu quo*, c'est-à-dire adversaire d'une quelconque révision des traités en faveur de la Hongrie.

En dehors des divisions sociales, les différences nationales étaient à l'origine de la création des partis à caractère national. Comme dans l'ancien Empire austro-hongrois, en Tchécoslovaquie, la vie politique suivait les divisions nationales. De même que chez les Tchèques, chez les Allemands, le principal parti de la République, à ses débuts, était le parti social-démocrate. Malgré sa division en 1921, il restera le parti le plus important de la minorité allemande.

Les autres partis créés par les Allemands étaient :

- le parti national, à caractère nationaliste, qui n'a pas accepté la création de l'État tchécoslovaque. Il s'appuiera sur le parti national-socialiste allemand ;
- le parti chrétien-social allemand ;
- le parti agrarien allemand.

Il y avait en plus quelques petits partis, qui ne jouaient pas un rôle important. Dans les années 30, l'influence croissante du national-socialisme entraîna la création d'un important mouvement par Konrad Henlein, inspiré des idées d'Othmar Spann au départ, pour rejoindre plus tard celles d'Adolf Hitler. Pendant une période, cette organisation se présenta sous la forme d'un mouvement et non d'un parti, puis il prit le nom de parti allemand des Sudètes (*Sudetendeutsche Partei*). A la suite des élections de 1935, il devint, par les suffrages obtenus, le premier parti du pays : c'est seulement grâce à des manœuvres tactiques que le parti républicain tchécoslovaque put garder la première place. Lors des élections municipales de 1938, le SdP a pratiquement balayé les autres partis : seule la social-démocratie

a maintenu quelques positions, mais des positions extrêmement faibles, de telle manière que le parti des Sudètes représentait plus de 90 % des voix allemandes en Tchécoslovaquie.

L'évolution des partis allemands en Tchécoslovaquie a été assez dramatique : si, dans leur ensemble, ils se sont opposés au début à la République tchécoslovaque, ils se sont par la suite divisés en deux groupes :

– les « activistes » qui ont commencé à collaborer avec l'État et à occuper des postes importants, y compris des postes ministériels (à partir de 1925) ;

– les « opposants », constitués par les nationaux, des nationaux-socialistes et plus tard le SdP. Ces partis demandaient une nouvelle organisation de l'État¹

Les partis politiques de langue hongroise présentaient un tableau assez complexe. Le parti communiste avait été créé dès 1918 et collaborait étroitement avec le P.C. hongrois, d'où il était issu. Le parti social-démocrate hongrois a joué un certain rôle en raison de ses liens avec la social-démocratie de Prague, mais il connaissait des difficultés dans ses rapports avec les sociaux-démocrates slovaques. Le parti national hongrois représentait la droite politique ; il perdit son caractère purement hongrois après son rapprochement avec le parti des Allemands des Carpates et même sa fusion avec lui. Au moment de Munich, ces deux partis agissaient en harmonie la plus complète.

La vie politique en Ruthénie subcarpatique était divisée surtout en ce qui concerne l'orientation nationale générale. D'un côté, il y avait les Ruthènes, qui se considéraient comme une nationalité indépendante, avec une langue et une culture et qui s'appuyaient nettement sur Prague, restant fidèles à la Tchécoslovaquie même au cours de la période difficile de 1938-1939. De l'autre côté, il y avait les mouvements des Ukrainiens, qui revêtaient un caractère de plus en plus fasciste : ces mouvements prirent en 1938 le nom de Sič et passèrent plus tard à des actions terroristes. Ces groupes dominèrent la Ruthénie subcarpatique après Munich.

L'évolution générale de la Tchécoslovaquie (1918-1938) ².

On peut diviser cette période en trois parties :

– la première va de 1918 à 1925, date à laquelle est conclu un compromis entre les partis bourgeois, tchèques et allemands qui entrent au gouvernement, d'où les socialistes sont éliminés.

– de 1925 à 1935, une succession de gouvernements, soit bourgeois, soit de coalition républicaine avec la participation des partis socialistes tchèques et allemands.

– la période de la crise, de 1935 à 1938, avec son point culminant au cours des journées qui précèdent la signature de l'accord de Munich.

Pendant toute cette période, on peut distinguer quelques traits caractéristiques communs : le rôle prédominant du président de la République et du groupe qui l'entoure. T.G. Masaryk a acquis cette position tout-à-fait naturellement en raison de son rôle de créateur de l'État et en raison de ses qualités et de son prestige personnel : il était accepté par l'immense majorité de la population tchèque, mais aussi par une bonne partie des minorités. Masaryk a d'ailleurs conçu l'État comme un État qui donnerait l'égalité des droits à toutes les nationalités, majoritaires ou minoritaires, et il a symbolisé cette décision en réservant sa première visite, après

1. A. Hilf, *Deutsche und Tschechen*, 1971, donne un certain nombre d'explications sur les différences entre partis allemands en Tchécoslovaquie.

2. Cf. le tableau des élections législatives, p. 152.

son élection à la présidence, au célèbre Théâtre allemand de Prague. Mais il n'a que partiellement réussi dans cette voie : il est vrai qu'une certaine coopération politique a pu voir le jour mais l'arrivée de Hitler au pouvoir a mis fin à cette coopération, du moins pour la grande majorité des Allemands des Sudètes. Autour du président de la République, et ce fut également le cas pour le successeur de Masaryk après 1935, Edvard Beneš, des forces politiques se sont regroupées, appelées généralement « le Château ». Elles étaient formées par des hommes de la gauche modérée, du centre et des membres du parti républicain et du parti populiste.

Face à ce groupement, s'en développait un autre : bien sûr, les communistes, qui ont eu à l'intérieur du pays une évolution particulière. Ils ont souligné tout d'abord leur internationalisme, ils ont rejeté l'État multinational, demandant aux nationalités minoritaires de se révolter contre cet État. A partir de 1935, après que la Tchécoslovaquie eut signé un traité d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique, leur position changea. Dès ce moment, le P.C.T. devint un ardent défenseur de la République, vota les crédits militaires, jusque-là refusés par lui ; il réclama même avec beaucoup d'insistance le renforcement de la défense et de l'indépendance de l'État. Cette politique, très bien reçue par une grande partie de la population tchécoslovaque a été à l'origine de ses succès en 1938 dans les pays tchèques.

Le P.C.T. s'est transformé, devenant le bastion principal du nationalisme tchèque après avoir été celui de la lutte des minorités. La politique strictement nationaliste, très claire et radicale, de défense de la Tchécoslovaquie, poursuivie par le P.C.T. en 1938, a permis à ce parti de gagner des positions importantes pour la période de la Résistance et finalement pour 1945 et après. Tout ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie après la Libération de 1945 et même dès la guerre est en grande partie dû au fait que le P. C. T. a été accepté par une partie importante de la population comme un grand parti national, véritable défenseur des intérêts de la nation tchèque. Ce changement a rapproché le P. C. T. du « Château ». En 1935, les communistes votaient pour Edvard Beneš, lui permettant d'être élu à la présidence de la République. Pendant une certaine période, les communistes ont même accepté T. G. Masaryk comme leur symbole et encore en 1945 une statue de bronze de Masaryk se trouvait à l'entrée du Secrétariat central du P. C. T. à Prague. Ce n'est que beaucoup plus tard, en 1948, qu'une campagne de « démasarykisation » de la Tchécoslovaquie a commencé.

La droite était l'autre groupe qui s'opposait au « Château » : concentrée d'abord autour de Karel Kramář, président du parti national-démocrate, elle groupait ceux qu'on appelait alors « les hommes aux mains propres ». Un certain nombre de membres de ce parti entretenait cependant des relations, directes ou indirectes, avec « le Château ». Cela est notamment vrai pour les banquiers et les industriels. Après la création du mouvement fasciste en Tchécoslovaquie dont la force principale était le parti de l'unification nationale, l'opposition de la droite contre « le Château » prit un autre caractère ; il ne s'agissait plus de critiques contre les personnes, leurs prises de position ou leurs actions, mais d'une attaque générale contre le pouvoir. Mais les fascistes étaient trop faibles et leur espoir de prendre le pouvoir dans une Tchécoslovaquie profondément démocratique et anti-fasciste a toujours été nul.

La période de crise s'ouvre dès 1935, au moment de l'élection du président Beneš. Le problème des nationalités a mûri et les possibilités d'une invasion allemande deviennent une réalité. L'agitation se concrétise dans les régions des Sudètes,

la Slovaquie prend une nouvelle voie et les relations entre « le Château » et le parti populiste slovaque deviennent critiques.

Beneš n'a jamais eu ni le prestige, ni la grandeur de Masaryk. C'était un homme extrêmement appliqué, un philosophe très sincère qui croyait à la démocratie, élevé dans des idées socialistes ou socialisantes. Il pensait que la situation créée par 1918 pourrait durer très longtemps. Il avait de plus certains traits de caractère qui l'handicapaient : il n'était pas très sympathique, professeur typique qui expliquait ses idées à tout le monde et voulait persuader les autres de les accepter. Il était médiocre orateur et avait beaucoup d'ennemis personnels, non seulement parmi les hommes orientés contre le Château, mais aussi dans les rangs de son propre parti. Les hommes qui l'entouraient étaient émerveillés par sa puissance de travail mais ils n'étaient pas toujours persuadés du bien-fondé de ses convictions. Beneš s'en rendait parfaitement compte et, pour cette raison, ne leur laissait pas d'initiative, mais prenait lui-même toutes les décisions. La conséquence en était que toutes les responsabilités étaient concentrées entre ses mains. C'est ainsi qu'il agit aussi au moment de la crise de Munich et en réalité, en prenant toute la responsabilité des décisions sur lui, il a enlevé tout sentiment de culpabilité au gouvernement. Un autre trait du caractère de Beneš est l'absence d'énergie lors des prises de position : il n'était pas un véritable lutteur, qui se fût opposé de toutes ses forces à une situation. Il était un parlementaire qui souhaitait gagner du temps, faire traîner les choses, en espérant aboutir à une solution favorable ou du moins acceptable. Cette tactique était évidemment applicable dans un système et dans une situation parlementaire, mais elle était inopérante face à Hitler ou plus tard, face aux communistes : il était perdu d'avance¹.

Certains interprètes de la crise de Munich pensent que Beneš était mal informé et trop naïf dans ses conceptions politiques. Je ne partage nullement cette opinion. Beneš était relativement bien informé, aussi bien par les rapports des ministres tchécoslovaques à Paris et à Londres que par la correspondance de ses amis, et en particulier, du Dr Preiss, le directeur général de la Živnostenská banka. Ces informations donnaient à Beneš le pressentiment de l'abandon de la Tchécoslovaquie par la France et par les puissances occidentales, donc la perspective d'être soumis à l'Allemagne². D'autre part, il était bien informé par l'armée tchécoslovaque, dont les dirigeants partageaient l'opinion selon laquelle l'armée allemande était tout de même supérieure à l'armée tchécoslovaque, conviction qui d'ailleurs n'était pas du tout partagée par les dirigeants de l'armée allemande elle-même.

Dans les rangs de la diplomatie tchécoslovaque, Beneš avait tout naturellement une position très forte. Il était resté ministre des Affaires étrangères de 1918 à 1935 jusqu'à son élection à la présidence de la République, mais certains postes ne dépendaient pas de lui. Parmi ces postes, le plus important était la légation tchécoslovaque à Paris, dirigée par Štefan Osuský. Ce dernier avait connu Beneš pendant la guerre et avait même contribué à sa montée auprès des autorités françaises à Paris. Il ne partageait pas ses idées politiques, étant lui-même un homme de droite, très lié avec le parti républicain tchécoslovaque. Cependant, comme

1. L'ancien secrétaire du président Beneš, E. Táborský, prépare sur Beneš un travail fondamental, qui est destiné à être publié. Cf. « Edvard Beneš a náš osud » (Édouard Beneš et notre sort), *Svědectví*, 1978, 57. Il y décrit les caractéristiques de l'activité de Beneš, identiques à la description que je fais.

2. Cela ressort entre autres documents de ceux qui ont été publiés à Prague sous ma direction : *Das Abkommen von München*, Prague, 1968.

Slovaque, il aurait pu occuper un poste de direction des Républicains en Slovaquie et même au niveau de la République. Il aurait pu aussi, et il le voulait, occuper le poste de ministre des Affaires étrangères. Mais ici les intérêts de Beneš et de certains dirigeants républicains se sont rencontrés pour trouver une autre solution. Osuský est resté pendant presque toute l'entre-deux-guerres chef de la légation tchécoslovaque à Paris et il revenait assez peu souvent en Tchécoslovaquie. En France, il était lié surtout à des cercles de la diplomatie professionnelle et à la droite politique tandis que Beneš avait ses amis à gauche, dans le parti socialiste et dans la franc-maçonnerie. Il est vrai que dans ses rapports, à partir de 1935-1936, Osuský annonçait un changement de la politique française en Europe centrale et constatait la faiblesse militaire et même psychologique de la France¹. Beneš en était d'ailleurs informé par d'autres canaux. Osuský ne voulait pas reconnaître Beneš comme son véritable supérieur. Jusqu'à la mort de Masaryk, lorsqu'il venait à Prague, il ne se rendait pas d'abord chez le ministre des Affaires étrangères mais chez Masaryk. L'état des relations entre Beneš et Osuský était d'ailleurs bien connu en Tchécoslovaquie : à l'initiative de Masaryk et plus tard, en raison de ce qu'imposait la situation, les relations formelles entre les deux hommes sont devenues à peu près correctes. Des divergences n'en subsistaient pas moins et Beneš, qui était très méfiant, prit des mesures pour surveiller Osuský ; il fit nommer à Paris comme consul général un de ses proches collaborateurs, chef de la section des archives du ministère des Affaires étrangères, le Dr. Opočenský : il le munit même d'un code, chiffre spécial qui lui permettait de communiquer directement avec lui, sans passer par Osuský. Il chargea en plus Opočenský de lui envoyer des rapports secrets, directs et personnels. Pendant la période qui précède la crise de Munich, la légation était divisée entre les partisans et les adversaires d'Osuský.

La grande idée de Beneš était de faire durer la situation en Europe centrale, telle qu'elle résultait des traités, grâce au système qui liait la Tchécoslovaquie d'un côté à la France et de l'autre à l'Union soviétique. Dans ce système, la France est restée le partenaire préféré, l'U.R.S.S., le partenaire secondaire. Mais après les vacillements de la politique française, au moment des actions décisives de Hitler en 1935 et 1936, Beneš a cherché une deuxième voie. Il a entamé des négociations secrètes avec Hitler lui-même : des hommes de confiance de la direction hitlérienne sont venus à plusieurs reprises en Tchécoslovaquie et ont pris contact directement avec le président. Beneš a proposé des solutions nouvelles : un pacte de non-agression et d'arbitrage à l'exemple de la déclaration germano-polonaise conclue par le colonel Beck en janvier 1934. Il a même laissé entendre que la Tchécoslovaquie pourrait refroidir ses relations avec l'U.R.S.S., si l'Allemagne lui donnait des garanties suffisantes². Ces entretiens se sont poursuivis jusqu'à l'automne 1937, puis les Allemands les ont interrompus, n'ayant plus besoin de chercher un arrangement avec la Tchécoslovaquie. A partir de la visite de Lord Halifax en Allemagne, en 1937, Hitler décide une nouvelle politique à réaliser dès 1938 et visant à l'annexion de l'Autriche, des Sudètes et de la Tchécoslovaquie entière. Beneš le

1. Beneš espérait beaucoup de Léon Blum et, au dernier moment, il envoya J. Nečas à Paris pour gagner l'appui de l'ancien président du Conseil français.

2. Le principal négociateur allemand, Trautmannsdorf ne venait pas du ministère des Affaires étrangères du Reich et dans les archives diplomatiques allemandes on ne trouve pas trace de ces négociations. Un aperçu des pourparlers in *Československý časopis historický*, IX, 1961, I, p. 112-116, Antonín Šnejdarek, « Tajná jednání presidenta Beneše s Hitlerem » (Conversations secrètes du président Beneš avec Hitler).

savait, mais il n'en a jamais parlé. Pourquoi ? La seule explication acceptable serait la suivante : Beneš pensait que toute discussion sur ces sujets brûlants affaiblirait sa position et agirait sur l'opinion publique en Tchécoslovaquie, qui croyait fermement, jusqu'à la veille de Munich, au bien-fondé de sa politique étrangère.

L'ouverture de la crise et surtout l'annonce de la demande des puissances occidentales a constitué un choc terrible pour la majorité de la population tchécoslovaque, choc dont elle n'est jamais revenue et qui a influencé le comportement politique des deux générations suivantes.

S'il est vrai que la politique étrangère tchécoslovaque est restée pratiquement tabou entre les deux guerres, il est néanmoins vrai qu'il y avait une opposition aux différents aspects de cette politique. Surtout à droite, des hommes pensaient que la politique de Beneš était trop rigide et trop simpliste, qu'il fallait la remplacer par une politique plus complexe et, comme ils la qualifiaient, « plus réaliste ». Ils étaient influencés dans une certaine mesure par l'évolution de la politique polonaise et voyant que les alliés de la Tchécoslovaquie étaient trop à gauche, d'un côté, l'Union soviétique, de l'autre, la France du Front populaire, ils préféreraient sortir un peu de ces alliances pour trouver d'autres alliés situés plus à droite. La peur de l'influence croissante de l'U.R.S.S. jouait un rôle majeur dans ces conceptions ; cette peur était assez répandue dans certains milieux du parti républicain et même le président du Conseil de l'époque, Milan Hodža, n'était pas éloigné de cette position. L'aile droite du Parti prit de l'importance au cours de la deuxième moitié des années 30. La gauche par contre déclinait. C'est surtout la gauche modérée, la social-démocratie et les socialistes nationaux, qui appuyait pleinement la politique étrangère de Beneš. On peut dire la même chose du parti populiste qui, bien qu'ayant des idées différentes en politique intérieure, soutenait dans la plupart des cas très fidèlement la politique étrangère du Président. Le gouvernement de large coalition qui était au pouvoir à la veille de la crise de Munich était un gouvernement équilibré entre la gauche et la droite : le président du Conseil était de droite mais beaucoup de ministères étaient sous l'influence des sociaux-démocrates et des socialistes-nationaux. La politique étrangère était directement subordonnée au président de la République : l'historien Kamil Krofta qui est devenu après Beneš ministre des Affaires étrangères, était un homme très érudit, mais absolument dépendant de Beneš au point de vue de l'orientation politique.

Beneš et l'opposition intérieure en Tchécoslovaquie au moment de la crise de Munich.

Les oppositions politiques à la veille de Munich vis-à-vis de l'orientation générale de la politique extérieure étaient constituées principalement sur des bases nationales ; d'un côté, une large portion de la population tchèque et une bonne partie de la population slovaque fidèle à la Tchécoslovaquie se rangeaient du côté de la défense de la République ; de l'autre côté s'organisait une opposition des minorités appuyées partiellement par des éléments d'extrême-droite tchèques et surtout slovaques. Cette opposition se forme dans les années 1936-1937 et en 1938, elle a reçu sa forme définitive et unitaire, au service de l'Allemagne hitlérienne et même dirigée par elle. Elle n'avait pas au commencement un caractère pleinement fasciste, mais elle évolua très nettement dans ce sens. Elle menait à la fois la lutte contre l'État tchécoslovaque et contre le système démocratique. Quand Hitler dans son fameux discours de Nuremberg du 13 septembre 1938 s'écriait qu'il s'agissait d'une lutte entre lui-même et Edvard Beneš, il n'était pas loin de la vérité.

La principale force d'opposition était allemande : le porte-parole de cette opposition est devenu de plus en plus le SdP de Henlein. Au début, ce parti n'avait pas un caractère purement fasciste. Henlein lui-même, formé par les théories élitistes d'Othmar Spann, n'a jamais clairement accepté l'idéologie national-socialiste bien qu'il se soit subordonné au parti de Hitler. Dans le parti de Henlein, il y avait une différence entre ceux qui étaient venus directement du national-socialisme comme Karl-Hermann Frank et Henlein, qui représentait, surtout au commencement, la majorité du parti¹. A partir de mars 1938, la situation s'éclaire parce que la légation allemande à Prague commence à diriger, tout-à-fait ouvertement et sans scrupules, les activités de l'aile représentée par K. H. Frank². Henlein est tenu au courant, mais ce n'est pas à lui qu'on s'adresse directement de Berlin.

Il est d'autre part absolument certain que Henlein a réglé son action en accord avec la centrale du parti national-socialiste de Hitler à Munich. Cependant, il y a plusieurs points qui ne sont pas encore éclaircis dans le comportement de Henlein lui-même au cours de la période précédant Munich : on manque de précisions sur certaines tentatives de Henlein, mal comprises ou mal interprétées par la direction tchécoslovaque. Selon le journal de la comtesse Benzoni qui vivait avec la famille Beneš et vit aujourd'hui à Rome, il y eut au cours de l'été 1938 un appel téléphonique de Henlein à Beneš : Henlein dit alors à Beneš qu'ils étaient tous deux victimes d'une provocation qui pourrait mal finir, non seulement pour eux deux mais pour les deux peuples aussi. On manque de précisions sur cet appel et sur ses suites éventuelles. Moi-même, j'ai eu après 1945, dans le cadre d'une enquête sur les crimes de guerre, un entretien avec la fille de Henlein, internée au camp de Přešova, près de Plzeň, avant d'être transférée en Allemagne. Cette fille, qui aimait beaucoup son père — à l'époque déjà mort (il s'était suicidé) —, racontait qu'après Munich il était plutôt triste, jouant des heures durant au piano, renfermé, profondément déçu. C'est fort possible car le parti national-socialiste a nettement privilégié après la victoire, au détriment du groupe de Henlein, l'aile nationale-socialiste de son parti. Mais en général les relations entre le SdP et le gouvernement tchécoslovaque empirèrent à partir de 1937. En 1937, le gouvernement tchécoslovaque accepta un « plan » sur la question allemande, élaboré en coopération avec les partis activistes.

Contrairement à ce plan, le parti de Henlein proposait la création de « cadastres » nationaux, c'est-à-dire de régions fermées à majorité allemande, qui devaient tout d'abord recevoir l'autonomie, puis s'autodéterminer. C'était une conception absolument inacceptable pour l'État tchécoslovaque et pour la population tchèque, même de droite, une solution qui menait inévitablement au séparatisme des Sudètes.

Le séparatisme est alors devenu la base commune des forces dirigées contre la Tchécoslovaquie. Naturellement, le parti de Henlein était à la tête de ces forces, mais l'opposition séparatiste hongroise et polonaise n'était pas sans relation avec les gouvernements de Budapest et de Varsovie. Il faut reconnaître que, dans ces

1. A l'origine, le mouvement de Henlein groupait des nationalistes des Sudètes venus d'organisations de gymnastique et de chant, très nombreuses parmi les Allemands. La dissolution du parti national-socialiste et du parti national allemand en Tchécoslovaquie attira les anciens membres de ces partis vers le mouvement de Henlein. Ces groupes constituaient désormais un noyau dur au sein du mouvement ; à leur tête se trouvait le libraire K. H. Frank, député de Karlovy Vary.

2. A. Šnejdár, « The activities of Sudeten German leaders against Czechoslovakia », *Historica*, I, Prague, 1958, p. 241-266.

deux cas, la grande majorité des Hongrois et des Polonais acceptaient la thèse de la révision.

En Ruthénie subcarpatique, trois groupements séparatistes s'étaient formés :

- le parti clérical de Mgr Vološin ;
- l'association paysanne autonome, déjà créée ;
- le mouvement russe nationaliste autonome, créé en 1934.

La tentative faite par le gouvernement tchécoslovaque pour enrayer cette montée de l'opposition, en accordant de plus grands pouvoirs au gouverneur de la Russie subcarpatique, est restée sans succès. Le problème restait ouvert comme les autres problèmes nationaux de la Tchécoslovaquie au moment de Munich.

A côté du problème allemand, le principal problème de la Tchécoslovaquie était le problème slovaque. Hlinka avait accepté la thèse de Masaryk relative à l'unité de la nation tchécoslovaque avec deux langues, le tchèque et le slovaque. Cette thèse était peut-être acceptable en 1918 à un moment où la nation slovaque n'avait pas atteint le stade suprême. Pendant les vingt ans d'existence de la République, les Slovaques continuèrent à se développer et achevèrent le processus de formation de leur nation. En 1938, on peut dire avec certitude qu'il y avait deux nations distinctes en Tchécoslovaquie ; la théorie d'une seule nation ne correspondait plus à la réalité. Par conséquent, non seulement le premier parti de Slovaquie, le parti populiste, mais aussi de larges fractions d'autres mouvements, entre autres le parti républicain et même les communistes, demandaient la création de nouvelles structures et l'égalité des nations à l'intérieur d'un État, qui devait devenir de plus en plus fédéraliste. Mais le parti populiste dirigé par l'abbé Hlinka était loin d'être monolithique : il avait pris la suite d'un grand parti conservateur, dont il avait maintenu le caractère, tout en étant loin d'être fasciste. Hlinka lui-même était un homme profondément insatisfait, sur les plans politique et personnel, et les dirigeants de Prague n'ont jamais su le traiter avec élégance et compréhension. En raison de sa personnalité, cela était d'autre part difficile. Les autres éléments de ce parti, Sidor, Sivák et au début Mgr Tiso étaient plutôt orientés vers la coopération avec Prague. L'aile radicale demandait, elle, l'autonomie, puis l'indépendance : cette tendance était dirigée de l'extérieur par le Dr Ďurčanský, expert en droit international qui vivait dans les États occidentaux. Lors de la crise, ce groupe prit le dessus au sein du parti populiste. Le mécontentement au sein du parti républicain slovaque a été freiné seulement par la peur de l'affaiblissement de la République, qui pouvait mener à une révision des frontières au profit de la Hongrie : c'est la raison de son appui au gouvernement de Prague.

A partir du printemps 1938, les séparatistes slovaques commencèrent une vive propagande sur la base de ce qu'on appelait « la déclaration de Pittsburgh » (1918) pour demander l'autonomie de la Slovaquie. Dans ce document, signé par des représentants slovaques américains et Masaryk, l'égalité de droits pour les deux nations était acceptée. La polémique qui se développa à l'occasion de cet anniversaire amena une véritable crise. Un front commun naquit à ce moment, regroupant Allemands et autres minorités : les forces s'opposant à l'État et au président Beneš étaient très puissantes, mais beaucoup plus puissantes encore étaient les forces qui appuyaient et l'État et la démocratie. C'est la pression de l'Allemagne hitlérienne et l'abandon des puissances occidentales qui amenèrent la défaite de la Tchécoslovaquie au moment de Munich. La majorité du peuple, malgré les divisions profondes du pays, était du côté de l'État et de la démocratie.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES – CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Partis	Avril 1920		Novembre 1925		Octobre 1929		Mai 1935	
	%	sièges	%	sièges	%	sièges	%	sièges
– Social-démocrate tchécoslovaque	25,7	74	8,9	29	13	39	12,6	38
– Socialiste progressiste tchèque	0,9	3	–	–	–	–	–	–
– Socialiste national tchèque (et carpatto-russe en 1925)	8,1	24	8,6	28	10,4	32	9,2	28
– National-démocrate	6,2	19	4	13	4,9	15	5,6	17
– Fasciste (Gajda)	–	–	–	–	–	–	2	6
– Artisanal	2	6	4	13	3,9	12	5,4	17
– Républicain tchèque (agrarien)	9,7	28						
– Agrarien slovaque	3,9	12	13,7	45	15	46	14,3	45
– Populiste tchèque			9,7	31	8,4	25	7,5	22
– Populiste slovaque (Bloc autonomiste en 1935)	11,3	33	6,9	23	5,7	19	6,9	22
– Communiste de Tchécoslovaquie	–	–	13,2	41	10,2	30	10,3	30
– Nationaliste allemand	5,3	15	3,4	10	2,5	7		
– National-socialiste allemand			2,4	7	2,8	8	15,2	44
– Démocrate allemand	1,7	5	–	–	–	–	–	–
– Chrétien social allemand	3,5	10	4,4	13	4,7	14	2	6
– Social-démocrate allemand	11,1	31	5,8	17	6,9	21	3,6	11
– Agrarien allemand (et hongrois à partir de 1925)	3,9	11	8	24	5,4	16	1,7	5
– Agrarien hongrois	0,4	1	–	–	–	–	–	–
– Chrétien-social germano-hongrois	2,2	5	1,4	4	3,5	9	3,5	9
– Social-démocrate germano-hongrois	1,8	4	–	–	–	–	–	–
– Juif	1,3	–	1,6	–	1,4	4	–	–
– Polonais	–	–	0,4	1	–	–	–	–
– Autonomiste ruthène	–	–	0,5	1	–	–	–	–
– Autres	1	–	3,1	–	0,3	–	0,2	–

Sources : – Joseph Rotschild, *East Central Europe between the Two World Wars*, University of Washington Press, Seattle and London, 1974.
 – *Školní atlas československých dějin*, Prague, 1973.